

<b>DEPARTEMENT</b>
VAL D'OISE
<b>ARRONDISSEMENT</b>
SARCELLES
<b>CANTON</b>
FOSSÉS
<b>COMMUNE</b>
LUZARCHES

**ARRÊTÉ DU MAIRE N°AP2026-016****ARRÊTE MUNICIPAL  
AMENDE ADMINISTRATIVE EN MATIERE DE DEPOTS  
SAUVAGES SUR LE DOMAINE PUBLIC**

**Le Maire de la Commune de Luzarches,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-5 conférant au Maire des pouvoirs de police administrative générale en matière de salubrité, de sécurité et de tranquillité publiques

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment son article L.541-3 autorisant l'autorité de police compétente à mettre en demeure les auteurs de dépôts illégaux de déchets, à prescrire leur enlèvement et à prononcer une amende administrative

**Vu** la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

**Vu** le Code pénal, et notamment ses articles R.632-1, R.633-6 et R.635-8 réprimant l'abandon de déchets

**Vu** le Règlement sanitaire départemental du Val-d'Oise

**Vu** le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés applicable sur le territoire du Sigidurs

**Considérant** que les dépôts irréguliers de déchets, notamment à proximité ou au pied des bornes d'apport volontaire, constituent une atteinte à la salubrité publique, à l'environnement, à la sécurité des personnes et au cadre de vie

**Considérant** que ces agissements engendrent des nuisances sanitaires et environnementales ainsi que des coûts supplémentaires pour la collectivité

**Considérant** qu'il appartient au Maire, au titre de ses pouvoirs de police administrative, de prévenir et de faire cesser ces atteintes

**Considérant** qu'il y a lieu, afin de garantir l'effectivité de la réglementation, de mettre en place un dispositif de sanction administrative proportionné, dissuasif et conforme aux dispositions de l'article L.541-3 du Code de l'environnement

**Considérant** qu'il convient de préciser les modalités de mise en œuvre de cette procédure et le barème applicable aux amendes administratives ;

**ARRÊTE****Article 1<sup>er</sup> : Définition du dépôt sauvage**

Est constitutif d'un dépôt sauvage tout abandon, dépôt ou déversement de déchets, matériaux, encombrants ou objets de quelque nature que ce soit, effectué en dehors des lieux, contenants ou modalités prévues par la réglementation en vigueur, et notamment tout dépôt réalisé à côté, au pied ou à proximité des bornes d'apport volontaire ou des points de collecte.

**Article 2 : Principe de l'amende administrative**

Conformément aux dispositions de l'article L.541-3 du Code de l'environnement, toute personne physique ou morale identifiée comme auteur d'un dépôt sauvage s'expose, après respect de la procédure contradictoire, au prononcé par le Maire d'une amende administrative.

Cette sanction est prononcée sans préjudice des poursuites pénales susceptibles d'être engagées.

**Article 3 : Barème des amendes administratives**

Les amendes administratives sont fixées de manière proportionnée à la gravité des faits constatés, selon le barème indicatif suivant :

Nature du dépôt	Montant de l'amende
Dépôt de faible volume (sac, carton, encombrant isolé)	200 €
Dépôt inférieur à 1 m <sup>3</sup>	400 €
Dépôt compris entre 1 m <sup>3</sup> et 5 m <sup>3</sup>	1 000 €
Dépôt supérieur à 5 m <sup>3</sup>	2 500 €
Dépôt commis à l'aide d'un véhicule ou par un professionnel	Montants doublés

Les montants ci-dessus sont fixés dans le respect du plafond légal prévu par l'article L.541-3 du Code de l'environnement.

**Article 4 : Procédure contradictoire**

Préalablement au prononcé de toute amende administrative :

1. L'auteur présumé des faits fait l'objet d'une mise en demeure écrite l'informant des griefs retenus à son encontre ;
2. Il dispose d'un délai minimal de dix (10) jours francs pour présenter ses observations écrites ou solliciter un entretien ;
3. Au terme de ce délai, le Maire prend, le cas échéant, une décision motivée prononçant l'amende administrative.

La décision est notifiée à l'intéressé par tout moyen permettant d'en établir la date de réception.

L'amende administrative est recouvrée comme une créance de la commune, conformément aux règles de la comptabilité publique.

**Article 5 : Frais d'enlèvement et de remise en état**

Indépendamment du prononcé de l'amende administrative, la commune se réserve le droit de mettre à la charge du contrevenant l'intégralité des frais exposés pour l'enlèvement, le transport, le traitement des déchets et la remise en état des lieux.

Ces frais feront l'objet de l'émission d'un titre de recettes distinct, établi conformément à la délibération du Conseil municipal en vigueur et aux dispositions de l'article L.541-3 du Code de l'environnement.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera exécutoire de plein droit dès sa notification à l'intéressé ainsi que sa transmission s'il y a lieu au représentant de l'Etat

**Article 7 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise - 4 boulevard de l'Hautil BP 30322, (95027) Cergy-Pontoise cedex dans un délai de 2 [DEUX] mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible par le biais du site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**Michel MANSOUX**  
Maire de Luzarches

Luzarches, le **20 JAN. 2026**



Date de notification :

Date de transmission au représentant de l'Etat : **20/01/2026**  
(Pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT)

Date de publication : **22/01/2026**

REÇU EN PREFECTURE

le 20/01/2026

Application agréée E-legalite.com

99\_AR-095-2195 03521-2 026 0120-AP2026\_016-